

Lionel TARDY

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 593 relative à l'installation de l'éthylotest anti-démarrage sur les véhicules [15 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Universités. Contrat de travail étudiant, mise en œuvre [8 janvier 2008] (p. 42)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 13, posée le 2 octobre 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles (J.O. Questions p. 5861). Appelée le 2 octobre 2007. Circulation, amélioration, Annecy (p. 2463)

n° 319, posée le 3 juin 2008. Animaux. Loups (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 3 juin 2008. Prolifération, lutte et prévention (p. 2809)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1701)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1702)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission (p. 1702)

Politique économique : croissance (p. 1701)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1701)

Travail : salaires : logiciels (p. 1702)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du régime des heures choisies) (p. 1815)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2264)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2422)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2422)

Langue française : défense (p. 2422 et s.)
 Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2422 et s.)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 2422 et s.)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2510)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : compétitivité (p. 2510)

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2511)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : indemnisation des victimes (p. 2511)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2511)

Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée : Internet (p. 2511)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Article 11 (régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de brevets)

Ses amendements n°s 56 à 58 (p. 2519)

Article 12 (droit d'information en matière de brevets)

Son amendement n° 59 (p. 2520)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2626)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2626)

Entreprises : formalités administratives (p. 2627)

Lois : qualité (p. 2626)

Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2626)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5167)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5167)

Mort : funérailles : formalités (p. 5167)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 68 de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 2951)

Son amendement n° 12 (ISF : institution d'un quotient conjugal) : retiré (p. 2952)

Son amendement n° 13 (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2955) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 2956)

Article 10 (suppression de la déduction de certaines sanctions et pénalités)

Son amendement n° 17 (p. 2961)

Après l'article 10

Son amendement n° 16 (imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés : suppression) (p. 2964) : retiré (p. 2965)

Son amendement n° 15 (imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés : suppression en deçà de 7 500 000 € de chiffre d'affaires) (p. 2964) : retiré (p. 2965)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Son intervention (p. 3945)

Thème avant la procédure des questions :

Etat : Gouvernement : organisation (p. 3945)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillage) (p. 3243)

Son amendement n° 369 (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillage) : retiré (p. 3243)

Son sous-amendement n° 624 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3250) : rejeté (p. 3255)

Son sous-amendement n° 625 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3255)

Son sous-amendement n° 626 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3256)

Son sous-amendement n° 627 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3256)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4443)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4443)

Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : médiateur (p. 4443)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4443)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4443)

Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 4443)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 178 (preuve du caractère trompeur d'une publicité à la charge de l'annonceur) (p. 4481) : retiré (p. 4482)

Son amendement n° 150 (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4483) : rejeté (p. 4485)

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Jean Gaubert (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4619)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4619)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4637)

Son amendement n° 164 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4640)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4653)

Ses amendements n°s 157, 153, 163, 158 (p. 4656 et s.)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles)

Son amendement n° 165 rectifié (p. 4704)

Article 4 (dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Ses amendements n°s 160, 161, 156 rectifié et 159 (p. 4708 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 162 (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4713) : rejeté (p. 4715)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses amendements n° 196 et 197 (p. 4747 et s.)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 177 (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et

conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n° 42 (p. 5076) : adopté (p. 5077)

Après l'article 18

Son amendement n° 212 (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) : retiré (p. 5089)

Après l'article 20

Son amendement n° 218 (harmonisation des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux : taux de 1,1 % et plafond de 4 000 €) : retiré (p. 5100)

Son amendement n° 41 (déclaration de succession : dispense pour le conjoint survivant, le partenaire survivant d'un PACS et les frères et sœurs bénéficiant de l'exonération des droits de mutation par décès) : rejeté (p. 5101)

Article 21 (actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire de minimis)

Son amendement n° 37 (p. 5105)

Après l'article 21

Son amendement n° 40 (prorogation jusqu'en 2011 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la protection de l'environnement) (p. 5105) : retiré (p. 5106)

Son amendement n° 39 (taxe sur les véhicules de sociétés : déductibilité) (p. 5108) : rejeté (p. 5109)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5451)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5451)

Entreprises : simplifications administratives (p. 5451)

Travail : droit du travail (p. 5451)

Travail : heures supplémentaires (p. 5451)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son intervention (p. 5487)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 438)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 439 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 438 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 438 et s.)

Secteur public : services publics : emploi (p. 438 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son amendement n° 105 (p. 479)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 935)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 936)

Droit pénal : discrimination (p. 936)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 936)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Enseignement : jours fériés (p. 983)

Politique économique : jours fériés (p. 983 et s.)

Travail : jours fériés (p. 983 et s.)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1109)

Thèmes :

Environnement : principe de précaution (p. 1109)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1109)

Recherche : biotechnologies (p. 1109)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1109)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 98 (p. 1430)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1604)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1604)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1604 et s.)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1604 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 1604 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1674)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Ses interventions (p. 1692, 1696)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1729)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes (p. 1729)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1729)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 1729)

Parlement : rôle (p. 1729)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2868)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2868)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2868)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2868)

Entreprises : simplifications administratives (p. 2868)

Entreprises : délais de paiement (p. 2868)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2914)

Intervient sur l'adt n° 1365 de M. Louis Giscard d'Estaing (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 2917)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 1468 à l'adt n° 141 rectifié de la commission (p. 2931) : devenu sans objet (p. 2933)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 144 rectifié de la commission (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)

Intervient sur l'adt n° 1423, deuxième rectification de M. Bernard Depierre (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son intervention (p. 2970)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2979, 2988)

Son amendement n° 1179 (p. 2990)

Son amendement n° 500 : adopté (p. 2991)

Son amendement n° 1181 (p. 2991)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 1464 (rapport au Parlement avant le 30 juin 2009 sur la mise en place des procédures de dématérialisation des factures et des paiements dans les administrations) à l'adt n° 656 de M. Jean-Paul Charié (dématérialisation des factures des administrations) (p. 2993) : adopté (p. 2994)

Son amendement n° 1182 (p. 2994) : retiré (p. 2995)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son intervention (p. 3003)

Après l'article 11

Son amendement n° 1184 (mention du conjoint collaborateur sur les registres de publicité légale à caractère professionnel) (p. 3013) : adopté (p. 3014)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son intervention (p. 3015)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 728 de M. Daniel Paul (p. 3031)

Article 13 (simplification du fonctionnement des SARL)

Son intervention (p. 3032)

Après l'article 13

Ses amendements n°s 1189, 1187, 1186 et 1188 : retirés (p. 3033 et s.)

Son amendement n° 1185 (p. 3035) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3036, 3043)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son intervention (p. 3054)

Après l'article 17

Son amendement n° 1183 : retiré (p. 3059)

Après l'article 19

Son amendement n° 1190 rectifié : retiré (p. 3065)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 3205 et s.)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3225)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 1557 (rapport au Parlement sur l'effort effectué sur fonds publics en faveur des actions éducatives dans le domaine financier) à l'adt n° 1550 du Gouvernement (amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 3306) : adopté (p. 3307)

Après l'article 44

Son amendement n° 1206 (p. 3316) : retiré (p. 3317)

Ses amendements n°s 1207 et 1191 : rejetés (p. 3317 et s.)

Avant l'article 21

Son sous-amendement n° 1470 précédemment réservé (action de groupe) à l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission : rejeté (p. 3330)

Son amendement n° 1195 deuxième rectification précédemment réservé (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375) : adopté (p. 3376)

Son amendement n° 1192 rectifié précédemment réservé (p. 3375) : retiré (p. 3376)

Ses amendements n°s 1193 et 1194 précédemment réservés : rejetés (p. 3380 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses interventions (p. 3392 et s., 3409)

Son amendement n° 1197 (définition des conditions particulières de vente) (p. 3405) (p. 3405) ; repris par M. François Brottes

Ses amendements n°s 1198 et 119 (p. 3407 et s.)

Son sous-amendement n° 1569 à l'adt n° 354 de la commission (p. 3410)

Ses amendements n°s 1200 et 1196 (p. 3411)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3421)

Après l'article 22

Son amendement n° 1202 précédemment réservé (p. 3428) : retiré (p. 3429)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce -FISAC)

Son intervention (p. 3449)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4719)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4719)

Emploi : chômeurs (p. 4719 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4719 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 4719)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 17 (missions de coordination du Conseil national de l'emploi à l'égard des organismes consultatifs traitant de la politique de l'emploi) : retiré (p. 4740)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4962)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4963)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4962)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4962 et s.)

Travail : négociations : salaires (p. 4963)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5101)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5117)

Après l'article 3

Son amendement n° 46 (harmonisation des dates de modification des taux des prélèvements sociaux) (p. 5131) : retiré (p. 5132)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 149 (p. 5375)